

VACCINATION OBLIGATOIRE – LA CONTRE ATTAQUE JURIDIQUE

Conduite à tenir :

- 1/ Ne jamais démissionner, attendre d'être licencié.e.
 - 2/ Ne jamais se faire vacciner de son propre gré, demander au préalable que votre hiérarchie signe cet engagement (par lettre recommandée en cas de refus).
 - 3/ Après vous pourrez décider de vous faire vacciner, ou pas, en votre âme et conscience et avec un minimum de protection juridique.
-

Je soussigné.e, _____, né.e le ___/___/_____ à _____ exerçant en qualité de _____ dans l'établissement _____ déclare ne pas être consentant.e pour me faire inoculer un vaccin contre la COVID 19 qui est actuellement en cours d'essai clinique avec une AMM conditionnelle.

J'accepte de me faire vacciner UNIQUEMENT parce que mon responsable hiérarchique _____, dûment habilité à représenter l'établissement, me menace de licenciement et me garanti que tout effet secondaire qui serait répertorié dans la liste de pharmacovigilance française, européenne ou américaine sera automatiquement indemnisé comme un accident du travail, sans que j'ai à faire la preuve du lien de cause à effet (je suis actuellement en parfaite santé).

Je déclare en outre que tout effet secondaire grave fera l'objet d'une plainte civile contre l'établissement et d'une plainte pénale contre le responsable hiérarchique qui m'aura contraint de participer à cet essai clinique contre ma volonté.

Fait à _____, le ___/___/_____.

Le salarié

Le responsable hiérarchique
avec cachet de l'établissement